

Regulatory News (from 03 to 10 November 2025)

Luxembourg – CSSF

CSSF – Public Register of the Audit Profession

- **New version of the Public Register of the Audit Profession**

(10/10/2025)

The CSSF has published a new version of the public register of the audit profession to improve user experience and simplify access to related identification information.

The register provides access to information on “réviseurs d’entreprises agréés” (approved statutory auditors) and audit firms in Luxembourg. It also includes details of audit firms approved in an EU Member State and recognised in Luxembourg, as well as third-country audit entities that are registered.

CSSF Circulars

- **Circular CSSF 25/898**

(03/10/2025)

Update of Circular CSSF 07/325 on Provisions relating to credit institutions and investment firms of EU origin established in Luxembourg by way of branches or exercising activities in Luxembourg by way of free provision of services, as amended by Circulars CSSF 21/765 and CSSF 22/827

- **Circular CSSF 25/897**

(03/10/2025)

Update of Circular CSSF 22/821 on the Long Form Report, as amended by Circulars CSSF 23/845 and CSSF 24/865

CSSF – Communiqués (EBA publications)

- **The European Banking Authority (EBA) advises the European Commission on the foundations of the new anti-money laundering/countering the financing of terrorism regime**

(03/10/2025)

The EBA responded on 30 October 2025 to the European Commission’s Call for Advice on the key components of the new anti-money laundering/countering the financing of terrorism (AML/CFT) framework. This advice puts forward a risk-based and proportionate approach that will support the swift and effective start of the Authority for Anti-Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism (AMLA) operations.

- **Publication by the EBA of its fifth and final Report on the functioning of anti-money laundering and countering the financing of terrorism (AML/CFT) colleges**
(03/10/2025)

CSSF – Statistics

- **Development of the balance sheet total and provisional net results of support PFS**
(10/10/2025)
Situation as at 30 September 2025
- **CSSF approvals of prospectuses**
(07/10/2025)
Situation from October 2024 to October 2025
- **Notifications received by the CSSF from the competent authorities of other EEA Member States**
(07/10/2025)
Situation from October 2024 to October 2025
- **Notifications sent by the CSSF to the competent authorities of other EEA Member States**
(07/10/2025)
Situation from October 2024 to October 2025
- **Issuers of securities whose home Member State is Luxembourg pursuant to the Law of 11 January 2008**
(07/10/2025)
Situation as at 31 October 2025
- **Development of the balance sheet total and provisional net results of specialised PFS**
(07/10/2025)
Situation as at 30 September 2025

- **List of fund units subject to Regulation 2015/760 on European Long-Term Investment Funds (ELTIFs) as amended by Regulation 2023/606**
(06/10/2025)
- **List of fund units subject to Regulation 2013/346 on European Social Entrepreneurship Funds (EuSEF)**
(06/10/2025)
- **List of fund units subject to Regulation 2013/345 on European Venture Capital funds (EuVECA)**
(06/10/2025)

CSSF – Administrative sanction

- **Administrative sanction of 4 August 2025**
(10/10/2025)
Administrative sanction imposed on a réviseur d'entreprises agréé (“approved statutory auditor”)
- **Administrative sanction of 4 August 2025**
(10/10/2025)
Administrative sanction imposed on a réviseur d'entreprises agréé (“approved statutory auditor”)

France – AMF

AMF – Marchés

- **Décision relative à la modification des règles de fonctionnement du système multilatéral de négociation (SMN) Sigma X Europe**
(07/10/2025)

AMF – Epargne

- **Observatoire de l'épargne**
(07/10/2025)

AMF – Commission des Sanctions

- **La Commission des sanctions de l'AMF sanctionne un conseiller en investissements financiers et ses deux dirigeants pour un montant total de 2,5 millions d'euros**
(06/10/2025)

Une société prestataire de services d'investissement (PSI) enregistrée en tant que conseiller en investissements financiers a été sanctionnée, ainsi que ses deux dirigeants, pour des manquements graves à leurs obligations professionnelles.

Les manquements relevés incluent, entre autres, l'absence d'outils d'archivage sécurisés adaptés à leur statut, de dispositifs de gouvernance des produits, de gestion des conflits d'intérêts, de traitement des réclamations et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), jugés insuffisants ou défaillants. La documentation client a également été considérée comme non conforme, en raison d'informations inadéquates ou déséquilibrées concernant les coûts, les frais, les risques ou les relations commerciales significatives.

L'AMF souligne dans son communiqué que la Commission des sanctions a, pour la **première fois**, retenu des manquements à l'égard des dirigeants de la société de conseil en investissement à **titre personnel**.

AMF – Ordres de Bourse et Actions

- **Droits préférentiels de souscription et ordre « au marché » : attention au décalage de cours qui peut être très important lors du passage d'un ordre sur des titres très peu...**
(05/10/2025)

« Droits préférentiels de souscription et ordre « au marché » : attention au décalage de cours qui peut être très important lors du passage d'un ordre sur des titres très peu liquides »

Lors d'une augmentation de capital avec maintien des droits préférentiels de souscription (DPS), les actionnaires peuvent exercer leurs droits ou acheter des DPS sur le marché. Le dossier illustre un cas où un investisseur (M. B) a passé un ordre **à cours « au marché »** pour acheter des DPS d'une société à très faible valeur (« penny stock »), pensant acheter pour ~100 €, mais l'ordre s'est finalement exécuté à ~174 366,90 €. L'illiquidité du titre, l'emploi de l'ordre « au marché » (qui ne contrôle pas le prix), et un « décalage de cours » (la cotation a été réservée 48 h en raison d'un écart trop important) ont provoqué un résultat dramatique.

L'AMF rappelle que le prestataire de services d'investissement (PSI) doit agir avec compétence et diligence, examiner les ordres, alerter l'investisseur en cas de difficulté, notamment lorsqu'il s'agit de titres peu liquides. Elle insiste également sur le rôle de l'investisseur : choisir un **ordre à cours limité** plutôt qu'un ordre au marché pour éviter des exécutions à prix très défavorables, et être conscient de la liquidité du titre avant de passer l'ordre.

En conséquence, le cas a abouti à une indemnisation partielle de l'investisseur (~115 000 €) et à des modifications des procédures de la banque concernée afin d'interdire les ordres DPS sur le marché en banque à distance.

- **Les regroupements d'actions : en quoi ça consiste ?**

(05/10/2025)

Un **regroupement d'actions** est une opération par laquelle une société réduit le nombre d'actions en circulation pour augmenter mécaniquement le prix unitaire de l'action.

Concrètement : par exemple, si vous détenez 1 000 actions à 1,50 € chacune (soit 1 500 €), et que l'entreprise fait un regroupement « 1 nouvelle action pour 10 anciennes », vous vous retrouvez avec 100 actions à 15 € chacune (toujours 1 500 €).

Pour l'investisseur, cela signifie qu'à l'issue de l'opération vous aurez **moins d'actions**, mais chaque action aura un prix plus élevé.

Attention particulière aux **titres formant rompus** : si vous ne détenez pas un nombre exact correspondant au multiple du regroupement (par ex. si le ratio est 10 pour 1 et que vous avez 65 actions), vous pouvez :

- acheter des actions supplémentaires pour arriver au multiple (70 dans l'exemple) ou
- vendre les actions « en trop ».

Sans action de votre part, les « rompus » peuvent être vendus automatiquement et vous recevrez une somme d'argent correspondant à la valeur des actions non convertibles. Le regroupement est décidé lors de l'assemblée générale de la société cotée. En tant qu'actionnaire, il est donc important d'être informé et vigilant quant aux communications de la société et de votre intermédiaire.

AMF – Investissement

- **Les investisseurs particuliers restent très actifs sur les marchés au 3^e trimestre 2025**
(03/10/2025)

Au 3^e trimestre 2025 (de juillet à septembre), environ 780 000 investisseurs particuliers ont acheté ou vendu des actions cotées via des prestataires installés en France, ce qui représente une hausse de +18 % par rapport à la même période en 2024. Le nombre de transactions sur les actions a atteint 10,9 millions, le plus haut niveau depuis 2021 pour un 3^e trimestre. Parmi ces investisseurs, 59 000 sont des « nouveaux investisseurs en actions » (soit des personnes n'ayant pas investi depuis le 1er janvier 2018, soit des personnes débutant) : +23 % par rapport à l'an passé.

Concernant les fonds indiciels cotés (ETF) :

- Environ 400 000 particuliers ont effectué des achats ou des ventes d'ETF durant ce trimestre. AMF
- Le nombre d'acheteurs d'ETF (359 000) a bondi de +45 % par rapport à un an auparavant. AMF
- Le volume de transactions sur les ETF a atteint environ 1,7 million, soit +30 % par rapport à la même période en 2024. AMF
- Il y a eu 79 000 nouveaux investisseurs en ETF, un nombre supérieur à celui des nouveaux investisseurs en actions. AMF

Les particuliers restent très actifs sur les marchés financiers, tant pour les actions que pour les ETF, et la progression est notable en termes de nouveaux entrants et de volume d'activité.

- **Tableau de bord des investisseurs particuliers actifs - n°20 - Octobre 2025**
(03/10/2025)

Le tableau de bord des investisseurs particuliers actifs suit l'évolution du nombre de particuliers ayant réalisé au moins une transaction sur un instrument financier au cours du dernier trimestre.

- **L'Autorité des marchés financiers mène une nouvelle campagne d'éducation financière dédiée aux jeunes investisseurs**
(05/10/2025)

L'AMF lance une nouvelle campagne pédagogique ciblant les jeunes investisseurs, dans la continuité de la précédente « Les mystères d'Investipolis ». Le thème central de cette édition est la sensibilisation aux biais comportementaux en investissement tels que :

- Les biais de mimétisme ;

- Les biais de confirmation ;
- L'illusion de contrôle ;
- L'illusion de connaissance.

L'objectif est d'aider les jeunes à prendre conscience de ces réflexes inconscients susceptibles d'influencer leurs décisions d'investissement, afin d'adapter leurs choix à leur profil et à leurs besoins et d'éviter les erreurs. La campagne est diffusée pendant cinq semaines sur des plateformes comme Instagram et TikTok, des canaux privilégiés des jeunes.

En complément, un site dédié permet aux jeunes d'évaluer leurs connaissances, de découvrir leur profil d'investisseur et de se sensibiliser aux arnaques : <https://nouveauxinvestisseurs.amf-france.org>.

Ce communiqué rappelle que la protection des épargnants reste une priorité pour l'AMF dans un paysage en mutation, marqué par l'émergence de nouveaux acteurs.

UK – FCA

FCA – Crédit builder products

- **Credit builder products: what you need to know**
(10/10/2025)

The FCA reviewed a subset of "credit builder" products that promise to help consumers build a credit history or improve a credit score by **regularly reporting payments** to credit reference agencies (CRAs). These products typically **do not** involve regulated credit (i.e., a formal loan) and are instead positioned as a way to establish or improve a credit record.

For most consumers, there is **little evidence** that these products significantly improve credit scores or lead to access to more affordable credit. Some firms may misreport or make the consumer's credit profile look "better" than the actual financial picture, potentially enabling unaffordable credit. For consumers already in financial difficulty, these products are even less likely to help—and may reduce disposable income (because of fees or repayments), leaving less for essentials. Many of the products reviewed are **unregulated** (since they're not technically credit), and firms often **fail to explain limitations and risks to consumers clearly**.

The FCA has engaged with firms and CRAs. Some firms have **already stopped offering** these types of products following FCA feedback; others have made changes to their product models and marketing. The FCA is working with CRAs on **data-reporting guidance** to ensure only appropriate and accurate data is supplied to credit reference agencies.

The FCA urges consumers to **think carefully** before paying for a “credit builder” product that claims to improve their credit score: the benefits are uncertain, and the cost may not be justified. Consumers should explore **free or lower-cost alternatives**, e.g., using a low-limit credit card responsibly, registering to vote, and checking what their credit report already says. The FCA points to services such as MoneyHelper for impartial guidance.

FCA – UK EMIR Intragroup Regime – Consultation Papers

- **CP25/30: Streamlining the UK EMIR Intragroup Regime [pdf]**

(05/10/2025)

The FCA is consulting on proposals for an Intragroup Regime under UK EMIR that is clear and less burdensome for counterparties seeking intragroup exemptions.

- **CP25/30: Streamlining the UK EMIR Intragroup Regime**

(05/10/2025)

The FCA is consulting on proposals to make the UK EMIR Intragroup Regime clearer for counterparties seeking intragroup exemptions.

FCA – Speeches

- **Rebalancing risk for growth, the role of the Chief Risk Officer**

(05/10/2025)

The FCA emphasises that regulated firms should manage risk rather than avoid it entirely, as avoiding risk can suppress growth and innovation. The regulator is shifting toward an **outcomes-based, less prescriptive rule set to support innovation—meaning firms and CROs need internal risk governance** cultures that can respond flexibly.

The speech **invites Chief Risk Officers (CROs) to help** the FCA identify myths, customs or practices that unnecessarily limit growth (rather than being required by regulation). The FCA also states that its strategy prioritises growth and risk rebalancing in the system as core themes.

- **Resilient futures: strengthening financial capability and inclusion for all**

(04/10/2025)

The FCA emphasises that **financial inclusion** (access to financial services) must go hand in hand with financial capability (the knowledge, confidence and support to use those services well). While access has improved (bank accounts, digital services, affordable credit), capability has lagged: e.g., many renters don't have contents insurance, many people lack the confidence to identify scams.

The main contributing issues in the capability gap:

- Rapid digitisation means more complex products and decisions—with more risk for individuals.
- Fragmented delivery: many organisations are working on capability, but coordination is weak, and support doesn't always reach those who need it most.
- Capability is often treated as an “add-on” rather than built into product design and customer journeys, so it doesn't always help people to make better decisions.

FCA – Motor Finance

- **Motor finance compensation scheme consultation progress and timing**

(05/10/2025)

The FCA has launched a consultation (starting 7 October 2025) on an industry-wide compensation scheme for motor-finance customers who may have been treated unfairly between 2007-2024. This follows judgments (including by the Supreme Court of the United Kingdom in August 2025) confirming that motor-finance lenders have liabilities to customers.

The FCA has engaged widely (with consumer groups, lenders, manufacturers, trade bodies) and is seeking feedback on key issues, including:

- the compensation methodology (how redress would be calculated)
- the time period covered by the scheme
- interest rates for compensation
- how smaller firms or those with few eligible agreements should participate cost-effectively
- preventing fraud and defining how captive lenders/manufacturers tie into the scheme.

The consultation deadline has been extended to 5 pm on **12 December 2025**. The FCA still expects to publish the **final rules in early 2026** (either February or March).

Some complaints in relation to historic motor-finance issues have been paused since January 2024; the FCA has consulted on extending that pause (the consultation is now closed), but emphasises that complaints cannot be paused indefinitely.

FCA – Payments

- **Payments Vision Delivery Committee sets out new payments strategy**
(07/10/2025)

The strategy outlines how the UK intends to build next-generation retail payment infrastructure that supports current and future payment use cases, including digital money and account-to-account flows. It is anchored around **five strategic outcomes** that reflect the three guiding pillars: innovation, competition, and security.

The Five Strategic Outcomes are

1. **Greater choice and value for consumers and businesses** – enabling more innovative, cost-effective payment methods tailored to user needs.
2. **A diverse multi-money ecosystem** – infrastructure that allows interoperability between existing and emerging forms of digital money (e.g., tokenised deposits, stablecoins).
3. **Trust and protection** – ensuring payments are protected from fraud and financial crime, with secure data and robust authentication mechanisms built in.
4. **Fair access and competition** – infrastructure that gives firms (including smaller/new entrants) transparent, non-discriminatory access, enabling competition and innovation.
5. **Operational and financial resilience** – ensuring the system is reliable, secure, fundable over the long-term and capable of dealing with disruption and scale.

Europe – ESMA

ESMA – Investor Protection and Fund Management

- **Verena Ross' Keynote speech at the 11th International Financial Markets Conference, 7 November 2025**
ESMA35-243228190-7921 (10/10/2025)
- **ESMA finds that distribution costs account for almost half of the total costs paid to invest in UCITS**
(06/10/2025)
The European Securities and Markets Authority (ESMA), the EU's financial markets regulator and supervisor, has published its report on total costs of investing in UCITS and AIFs. This is the first comprehensive assessment of the total costs charged to investors in EEA investment funds.
- **Factsheet: Total fund costs - Key elements you need to know before investing**
Total fund costs factsheet (06/10/2025)
- **Report on total costs of investing in UCITS and AIFs**
ESMA50-1949966494-3918 (06/11/2025)
- **Register of authorised European long-term investment funds (ELTIFs)**
ESMA34-46-101 (05/11/2025)

ESMA – Management Board and Speeches

- **Summary of Conclusions Management Board - September 2025**
ESMA22-1669215091-6370 (07/11/2025)
- **Natasha Cazenave's speech at the EFAMA Investment Management Forum, 6 November 2025**
ESMA34-445599010-318 (07/11/2025)

ESMA – SFDR

- **Consolidated Q&A on the SFDR**
JC 2023 18 (04/11/2025)

ESMA – Post Trading

- **CSD Register**
ESMA74-1194755578-334 (03/11/2025)
- **List of designated authorities, payment systems and securities settlement systems**
ESMA70-155-11016 (03/11/2025)